La question de l'État dans la Russie post-soviétique

Dominique Hamon
Professeur en classes préparatoires économiques et commerciales, lycée Henri IV (Paris).

"Aux yeux de l'homme du peuple, la Russie est moins un État, une nation, qu'une famille"
(Anatole Leroy-Beaulieu, L'Empire des tsars et les Russes, Hachette, 1882, p.66)

La crise russe de 1998 résulte, en apparence, d'un déréglement du système financier. Rien ne semble plus technique que la mécanique des Bons du Trésor, de la spéculation boursière ou des créances douteuses. La Russie serait victime d'un manque d'expertise, c'est à dire d'expérience, et pour cause. Pourtant, la crise russe est essentiellement politique. La Russie n'est pas seulement en cessation de paiement, elle est en défaut de République.

Poser la question de l'État en Russie post-soviétique, et de ses rapports avec l'économie, permet d'interpeller quelques paradoxes : le "chaos russe" n'est-il pas un ordre qui perpétue une forme d'anarchie soviétique ? La régulation étatique n'est-elle pas un élément constitutif du capitalisme de marché ?

La question de l'État russe invite aussi à la modestie. La complexité du "post-socialisme réel" dans un pays comme la Russie, interdit l'application de recettes préfabriquées, telles que les imaginaient les théoriciens du libéralisme au début des années 90. Elle doit nous mettre en garde contre la tentation des jugements péremptoires des idéologues. La compréhension des phénomènes a moins besoin des économistes que des historiens et sociologues de la Russie[1]. Les Russes sont condamnés à inventer seuls la transition. Le problème, c'est que la transition elle-même n'a aucun sens. Le terme est trompeur puisqu'il suppose connu à l'avance le point d'arrivée[2]. Or nul ne sait ce que sera la Russie au XXI[e] siècle.

I – Le poids paradoxal du passé ou la faiblesse de l'État soviétique

La situation qui règne en Russie ressemble fort, vue de l'extérieur, à la définition de l'anarchie : désordre résultant d'une carence d'autorité de l'État. Il est tentant de l'interpréter comme la conséquence logique, naturelle, de l'effondrement de l'État communiste, un État réputé fort, et même totalitaire, c'est à dire qui s'occupe de tout. Mais on peut aussi soutenir, comme Jacques Sapir, la thèse inverse d'une continuité entre la faiblesse de l'État soviétique et celle de l'État russe. C'est qu'il ne faut pas confondre

(1) D'où l'intérêt des travaux en France d'Alexis Bérélovitch, Marie Mendras, George Nivat, André Ropert par exemple.

(2) La *perestroïka* était déjà une transition visant à passer de la planification centralisée au "socialisme de marché", une stratégie censée résoudre la crise du système soviétique, avec le résultat que l'on sait.

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

État et administration. L'État soviétique avait un appareil administratif à la fois hypertrophié et peu efficace. Le sous-développement de l'État en était la contrepartie[3].

L'État, entité unique dans laquelle se fondent les citoyens, incarne et garantit l'intérêt général. La *Res publica* est au dessus des individus, des corporations, des clientèles. Certes, la confusion entre l'intérêt général et les intérêts particuliers n'est pas une déviation propre à l'URSS, mais elle s'y développait de manière particulièrement importante (pour ne pas dire ontologique) pour trois raisons.

1°) Le droit de propriété reste indéterminé.

Le principe de la "propriété du peuple tout entier" est extrêmement abstrait. Comment résister à la tentation de considérer que, tout appartenant à tous, rien n'appartient à personne ? Ce qui est à l'État est à moi. Le lopin individuel des kolkhoziens, étendu ensuite aux sovkhoziens et citadins, a un statut particulièrement ambigu qui accorde la possession et l'usufruit mais pas la propriété véritable[4].

Le communisme, dont l'idéal est résumé par la formule "à chacun selon ses besoins", exige la vertu civique. Mais le système fonctionne sur le régime de l'irresponsabilité généralisée : personne ne répond de rien, en tous cas pas sur ses biens personnels. Le détournement du bien public à des fins d'usage privé est monnaie courante en URSS.

2°) La décision fait l'objet d'un marchandage permanent.

En théorie, l'économie soviétique est une "économie de commandement" avec une cascade d'échelons. Dans la pratique, l'économie administrée fonctionne sur la base des relations bilatérales que tissent les acteurs : directeur d'entreprise et chef de service ministériel, client et fournisseur, directeur d'entreprise et responsable syndical etc. Derrière les apparences, c'est-à-dire les organigrammes de la bureaucratie, existe une autre réalité : les réseaux. Les lacunes des relations verticales (hiérarchiques) ont à la fois nécessité et permis le développement d'importantes relations horizontales, entre partenaires. Ces relations peuvent être formelles, voire récupérées par les réformes officielles, comme les contrats directs inter-entreprises, mais aussi et très souvent, informelles : liens personnels scellés par l'intérêt mutuel, l'amitié, l'habitude, la corruption.

Le manuel du parfait gestionnaire soviétique compte 6 principes :

- biaiser l'information : sous-estimer les ressources, sur-estimer les besoins, transmettre des résultats (en partie fictifs) toujours légèrement supérieurs aux objectifs ;

- négocier son plan avec les autorités de tutelle ;

- développer des relations inter-entreprises hors-plan. Le troc bilatéral (poutrelles contre sacs de ciment) permet d'échapper au " contrôle par le rouble" exercé par la Gosbank. La constitution de réseaux parallèles d'approvisionnement permet de corriger partiellement les incohérences du Plan (cf. le rôle des *tolkatchi).* Le crédit inter-entreprises est illégal, mais très répandu[5] ;

- constituer des stocks de biens et des réserves de main d'œuvre, comme couverture systématique contre les imprévus;

- recourir au travail au noir dans l'entreprise, aux travailleurs du samedi (*chabachnicki*).

Ce "système D" (comme débrouillardise) généralisé n'est ni une économie parallèle, ni une perversion de l'économie planifiée. Il s'inscrit au cœur du système stalino-brejnévien, en constitue un élément organique. "L'État ordonne que", mais l'ordre peut toujours être remis en cause, modifié. Toute décision est discutable.

Ces mécanismes et comportements qui imprègnent la culture soviétique facilitent la survie du système en introduisant de la flexibilité, là où trop de rigidité paralyse, et de la stabilité (par le lien personnel sur lequel on peut compter), là où il y a trop d'incertitude. Le marchandage n'est pas seulement un principe de construction du plan (méthode des balances par marchandage itératif), n'est pas seulement une réalité économique qui crée des espaces de liberté à l'intérieur du système de planification centralisée, c'est aussi une pratique sociale qui s'articule sur une forte autonomie des acteurs, le clientélisme, la corruption et son contraire, l'échange non monétaire.

(3) La question remonte bien au delà du soviétisme. La tradition russe ignore l'État comme entité indépendante du Souverain (*Gosudar*). "L'État, c'est moi", le tsar. En russe, le mot État (*Gosudarstvo*) pourrait mieux se traduire par "communauté autour du souverain". La conception de l'État en Russie est d'abord patrimoniale.

(4) La propriété pleine et entière comprend le droit de vente (et d'achat) et le droit de transmission héréditaire.

(5) Le fournisseur, en retard, demande un délai de livraison à l'entreprise cliente, qui accepte contre une quantité supplémentaire pour le même prix. Le mécanisme inverse du délai de paiement existe pour l'entreprise cliente.

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

3°) L'absence d'institutions intermédiaires facilite la confusion entre l'intérêt général et les intérêts particuliers.

On peut citer 4 exemples particulièrement représentatifs du soviétisme :

- dans la sphère financière, le système de la monobanque supprime les banques commerciales de second rang. La Gosbank assure à elle seule presque tous les services monétaires et financiers de l'économie : institut d'émission de la monnaie, caissier de l'État (confusion entre la Banque centrale et le Trésor public), trésorier des entreprises d'État et banque de crédit à court terme aux entreprises[6], banque d'investissement pour les entreprises agricoles, gestionnaire des livrets d'épargne sur lesquels elle verse les salaires[7].

- dans le commerce, les magasins ne constituent pas un circuit indépendant, entre les producteurs et les consommateurs, mais un réseau de distribution d'État dans le simple prolongement de l'appareil de production. Les flux de produits entre les entreprises, gérées par le Gossnab et les ministères, ne s'apparentent pas à un commerce de gros, tel qu'on le conçoit dans les économies de marché.

- dans le domaine social, les syndicats jouent un rôle très ambigu. Ils défendent les intérêts moraux et matériels des travailleurs, avec une efficacité qu'il ne faut pas sous-estimer. Ils ont par exemple le pouvoir d'obtenir la fermeture d'une usine si les conditions de sécurité ne sont pas respectées ou le remplacement d'une direction qui viole la législation du travail. Mais, en même temps, conformément à la conception marxiste-léniniste, le syndicat est la "courroie de transmission" entre le parti et les masses. Il est l'un des instruments de la "mobilisation productive", c'est à dire qu'il mène auprès des travailleurs une action idéologique pour que le résultat de leur travail soit conforme aux objectifs du Plan. Le droit de grève n'est pas reconnu par la Constitution. Pour un pays communiste, la grève est d'ailleurs une aberration, puisque dans l'État socialiste les travailleurs détiennent le pouvoir, et même sont propriétaires de leur entreprise. La grève ne peut être qu'un complot contre-révolutionnaire[8]. En cas de conflit du travail (et il y en a plus en URSS qu'on pourrait le penser), l'arbitrage est négocié au sein des commissions d'entreprise où siègent des représentants de la direction, du syndicat et du parti. En dernier ressort, c'est le parti qui tranche. La confusion est à son comble avec les fonctions de gestion sociale qu'exercent les syndicats : caisses de sécurité sociale, magasins coopératifs, équipements socio-culturels. L'adhésion au syndicat n'est pas formellement obligatoire, mais à cause des avantages qu'elle procure, presque tous les salaries sont syndiqués !

- sur le plan politique, le système de l'État-Parti institue de manière organique la confusion entre les intérêts particuliers des membres du parti communiste, "l'intérêt supérieur du parti" (qui est unique) et la Raison d'État.

Pour autant, l'État soviétique est-il un État totalitaire ? Oui et non. Oui, si on veut qualifier l'étatisation de la société civile et le contrôle public sur la vie privée. Non si on veut signifier que l'espace public occupe tout l'espace jusqu'à évacuer (vider de tout contenu) l'espace privé. En effet, par confusion entre la sphère publique et la sphère privée, il ne faut pas comprendre l'omnipotence de l'État, mais l'absence de limites claires entre les deux sphères. Or cette confusion se perpétue aujourd'hui de diverses manières.

II – Le féodalisme post-communiste

1°) La chute du soviétisme a des effets discriminatoires sur le territoire.

• la dégradation de la situation économique et sociale varie beaucoup selon les régions.

Entre 1990 et 1995, la production, les salaires nominaux et l'inflation n'évoluent pas de manière égale sur l'ensemble du territoire. Les régions qui souffrent le moins de la "transition", et même qui en bénéficient, sont les régions extractrices de matières premières, surtout d'hydrocarbures. Non parce qu'elles auraient progressé plus vite vers l'économie de marché, mais pour deux raisons très précises :

(6) **La Gosbank effectue toutes les opérations financières de l'entreprise par un jeu d'écritures ("contrôle par le rouble"), gère son fonds de roulement et ses découverts.**

(7) **La Gosbank contrôle le réseau des Caisses d'Épargne depuis 1963. Les livrets font fonction de comptes bancaires. Les titulaires (tous les actifs et retraités) n'ont pas de chéquier et retirent leur argent en espèces.**

(8) **En 1977, des ouvriers ont tenté de créer un syndicat indépendant, le SMOT, qui a été immédiatement réprimé. Des grèves importantes ont éclaté dans les usines automobiles de Togliattigrad et de Gorki en 1980, dans les mines de charbon du Donbass en 1981.**

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

D'une part, la libération des prix des matières premières a permis un alignement sur les prix mondiaux, plus élevés que les prix intérieurs soviétiques. D'autre part, les entreprises exportatrices sont directement payées en dollars, leur permettant de distribuer des salaires très supérieurs à la moyenne. A l'inverse, les régions qui souffrent le plus sont celles où l'industrie légère domine. Elles pâtissent de l'effondrement de la demande des consommateurs (habillement-cuir-textile, industries agro-alimentaires, construction automobile[9]).

• La transition a fait émerger une nouvelle hiérarchie géographique dans la production industrielle et le PIB.

La **Sibérie occidentale** vient en tête en 1995 avec un quart de la production industrielle russe (en valeur) devant l'**Oural** (1/6), soit ensemble plus de 40%. La **région de la Volga** résiste bien grâce à Second Bakou. En revanche, le **Centre industriel** (région de Moscou) est passé du premier rang (1/4) au troisième (15 %). Si on classe les régions par la production industrielle par habitant, le premier rang de la Sibérie s'accentue et le Centre industriel est relégué au septième. Le centre-Ouest et Nord-Caucase de la Russie connaissent une véritable crise de désindustrialisation.

Cependant, en termes de PIB, avec l'agriculture et les activités tertiaires, le Centre reprend la première place grâce à Moscou et Saint Petersbourg, se classe au 5e rang pour le PIB par habitant. On notera aussi le dynamisme, jusqu'en 1996, de **l'Extrême-Orient russe** qui bénéficie de ses relations avec le Japon, la Corée et la Chine.

2°) Les disparités économiques interfèrent avec l'autonomisme politique.

La "Russie" n'est pas un État-nation. Héritière de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), elle combine diversité ethnique et hétérogénéité géo-économique.

Les disparités économiques et sociales actuelles résultent en partie de l'affaiblissement du pouvoir central. Le Kremlin a abandonné aux pouvoirs locaux une partie des ressources économiques : recettes fiscales, recettes en devises, recettes des privatisations. Il a également laissé se développer une régionalisation de la protection sociale. Réciproquement, les régions veulent se débrouiller seules pour tirer le meilleur parti de leurs ressources. Le réflexe de survie développe les logiques d'autonomie, voire d'autarcie (compter sur ses propres forces) et exaspère les crispations identitaires.

Le Traité de la Fédération, signé le 31 mars 1992, est confirmé par la Constitution de 1993 qui organise la Fédération de Russie en 89 "sujets"[10]. Mais dans certaines régions, la poussée autonomiste est trop forte pour se satisfaire de ce cadre institutionnel. La Tchétchénie (capitale : Grozny) a voté son indépendance le 27 octobre 1991 et ne signe pas le traité. Le Tatarstan (grand comme deux départements français, peuplé de 3,6 millions d'habitants, capitale : Kazan) proclame son indépendance le 23 mars 1992 et refuse également de signer le Traité de la Fédération. Il dispose d'un atout : le pétrole de Second Bakou (on parle du "Naftarstan"), mais souffre d'un handicap, son enclavement dans le cœur de la Russie, dont il a besoin pour communiquer avec l'extérieur, en particulier pour expédier son pétrole par oléoducs. En outre, la population n'est pas homogène : les Tatars (48 %) ne sont guère plus nombreux que les Russes (44 %). Les négociations entre les autorités tatares et russes aboutissent à la signature en février 1994 d'un traité bilatéral qui fixe des relations "spéciales" entre les deux entités. Moscou reconnaît notamment au Tatarstan la propriété de son sous-sol en échange de pouvoir disposer d' un tiers de sa production (de pétrole).

Le cas tatare est devenu un modèle. Les autres Républiques autonomes ont conclu des traités bilatéraux avec Moscou, avec à chaque fois des modalités particulières sur le partage des compétences et des ressources, et surtout sur le statut juridique du territoire : "État souverain dans la Fédération", "République souveraine", "République associée". On est en fait rapidement passé d'une Fédération constitutionnelle à une Fédération contractuelle. Mais le contrat lui-même n'est pas figé. Une négociation permanente entre le Centre et la Périphérie discute le degré d'autonomie des régions. Au fil des ans, la Fédération russe est devenue un assemblage complexe de législations hétéroclites, parfois contradictoires, toujours confuses. Mais ce pragmatisme institutionnel a permis de maintenir dans la Fédération des territoires aussi importants que le Tatarstan, la Iakoutie ou la

(9) Après l'effondrement de la production de voitures entre 1991 (1 M) et 1994 (770 000), le protectionnisme a permis de redresser la situation (1 058 000 en 1997). Mais AutoVAZ (80 % du marché) reste le plus gros débiteur du pays et a évité de justesse la faillite en décembre 1997.

(10) 21 Républiques autonomes, 1 Région autonome (Birobidjan), 49 Régions administratives (Oblasts), 6 Territoires administratifs (Kraïs), 10 Arrondissements autonomes (Okrougs) et 2 Cités autonomes (Moscou, Saint Pétersbourg).

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

Bachkirie. Il a eu le mérite d'éviter l'éclatement pur et simple de la Fédération sur une base ethnique, en particulier dans les Républiques bi-ethniques comme la Kabardino-Balkirie. La guerre d'indépendance de la Tchétchénie (11 décembre 1994-31 août 1996)[11] a montré ce qu'aurait donné la multiplication de "guerres balkaniques" à l'échelle de la Fédération.

A l'automne 1996, les citoyens ont élu, au suffrage universel direct, les présidents de certaines Républiques et les 150 gouverneurs du Conseil de la Fédération (Chambre haute du Parlement). Pour ces derniers, c'était une grande première dans l'histoire de l'État russe qui, depuis l'époque tsariste, nommait ses hauts représentants dans les provinces. Ces élections ont permis l'émergence de leaders locaux.

3°) La fragmentation du pouvoir se développe à un niveau plus petit.

L'autonomisme local ou **localisme** s'instaure sur une triple base : les grandes entreprises (avec leurs propres cités de logements, magasins d'approvisionnement et équipements socio-culturels), les autorités politiques (gouverneurs, députés, soviets locaux), les autorités militaires (commandements régionaux et locaux).

L'affaiblissement des liens verticaux facilite l'essor des réseaux horizontaux d'alliances et d'échanges. Cet éclatement du pouvoir a trois conséquences :

- la crise d'autorité du pouvoir central est telle que l'application locale des lois et décrets fédéraux est sélective. Les groupes de pression régionaux et locaux peuvent même obtenir leur annulation pure et simple ;

- l'état d'avancement de la transition présente de grandes disparités géographiques. On pouvait par exemple encore opposer en 1996 le cas de Nijni-Novgorod (ex-Gorki) résolument engagée dans les réformes libérales (privatisations, économie de marché, forte inflation) sous la houlette du gouverneur Boris Nemtsov, à Oulianovsk, véritable enclave de socialisme à l'ancienne (contrôle administratif des prix et rationnement) ;

- la privatisation des entreprises publiques a offert aux membres de la *nomenklatura* l'occasion de se convertir en "capitalistes sans capitaux"[12]. Le transfert de la propriété, réalisé dans la plus grande opacité, s'est en fait traduit pas l'appropriation des biens de l'État par une minorité : les cadres dirigeants des entreprises elles-mêmes et les *apparatchiki* des administrations locales qui organisent l'opération. La Russie a, parmi les ex-pays communistes, le taux de reproduction le plus élevé de la *nomenklatura* économique, celle des directeurs et cadres supérieurs des entreprises d'État reconvertis en chefs et cadres dirigeants d'entreprises privées. Au delà de leurs moyens financiers, somme toute limités, les technocrates affairistes de la *nomenklatura* ont surtout valorisé leur "capital culturel" (contrôle de l'information, réseaux de relations).

Cette atomisation de l'économie et de la société russe en fiefs organisés par des potentats locaux peut s'exprimer en un mot : néo-féodalisme.

4°) La faiblesse de l'État russe se cristallise avec la crise de l'impôt.

On connaît le lien historique entre l'État et l'impôt : créé pour financer la guerre, l'impôt royal fut un puissant vecteur du passage de la féodalité à la monarchie absolue. La crise de la collecte fiscale dans la Russie post-soviétique semble illustrer le processus inverse. Soulignons cependant que la faiblesse fiscale de l'État russe est liée à la naissance même de la Russie eltsinienne. En effet, dans le système fédéral soviétique, la République fédérée de Russie n'avait pas d'institutions propres : ni gouvernement, ni Soviet suprême, qui auraient pû concurrencer les instances fédérales. Voulue par Gorbatchev, la nouvelle Constitution de décembre 1988 a mis fin à cette exception et posé le cadre juridique de la bataille pour le pouvoir suprême entre Gorbatchev, président de l'URSS (élu par le Congrès des députés du peuple de l'Union) et Eltsine, d'abord président du Soviet suprême de Russie (29 mai 1990) puis président de la République fédérée de Russie, élu au suffrage universel direct le 12 juin 1991. Pour conquérir la souveraineté russe, c'est à dire vider de tout contenu le pouvoir fédéral, Eltsine a largement favorisé la désobéissance fiscale des entreprises situées sur le territoire russe et encouragé le séparatisme des régions autonomes. Eltsine ou l'arroseur arrosé.

(11) L'accord de cessez-le-feu a permis l'élection au suffrage universel d'un président tchétchène, en janvier 1997, mais la solution définitive sur le statut de la République (indépendance réelle ou non) a été reportée à 2001. En attendant, la guerre a recommencé en octobre 1999.

(12) Cette "bourgeoise communiste" dispose de l'argent pour racheter les *vouchers* aux simples ouvriers et employés, et des moyens d'intimidation pour faire pression sur les salariés pour qu'ils leur accordent la préférence, à bas prix. Les salariés échangent volontiers leurs *vouchers* contre la promesse d'une garantie de l'emploi.

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

III – Capitalisme sauvage et État de droit

1°) La corruption est à la fois cause et conséquence de l'affaiblissement de l'État.

Marie Mendras[13] distingue 5 formes : **• l'État se vole lui-même.** Des fonctionnaires détournent, totalement ou partiellement, une subvention de l'État à une administration ou à une entreprise. Exemple : le scandale (qui a éclaté dans l'hiver 1994-95) du milliard de roubles destinés à reloger les victimes de Tchernobyl et utilisés par des fonctionnaires de la caisse d'aide pour créer une entreprise très lucrative d'import-export. Les mêmes fonctionnaires ont également revendu à leur profit le matériel électroménager qui devait être donné aux personnes déplacées.

• Les intérêts privés achètent le silence et la complicité des pouvoirs publics. Contre argent, l'administration accorde une dérogation spéciale ou un privilège fiscal, ferme les yeux sur une violation de la loi (par exemple, non respect des normes de sécurité ou de pollution). La répartition confuse et conflictuelle des responsabilités entre les différents niveaux – central, régional, local – multiplie les occasions de corruption et de clientélisme. La même entreprise peut acheter divers échelons pour le même service.

• Les responsables de l'État volent et trompent les citoyens. Les municipalités abusent de leur pouvoir jusqu'à se livrer à un véritable racket sur leurs administrés, par exemple l'achat obligatoire d'une vignette automobile sous peine de procès-verbal par la police municipale. La concussion gangrène la justice, les douanes, le fisc. Des scandales retentissants défrayent la chronique des armées, avec des affaires de vente d'armes et trafics divers.

• Réciproquement, des intérêts privés ou corporatistes volent le bien commun. Les privatisations ont été l'occasion d'une corruption à grande échelle, avec collusion entre pouvoirs publics et intérêts privés. Avec des mises à prix délibérément sous-évaluées et des enchères truquées, elles ont pris l'aspect d'un partage des dépouilles de l'État soviétique entre les clans politico-financiers. Les autorités locales maintiennent les entreprises sous perfusion par de généreuses subventions, la préservation de l'emploi garantissant en outre la paix sociale. C'est le capitalisme des copains et des coquins.

Au delà de la corruption proprement dite, la frontière censée séparer l'État de l'économie privée est très floue. L'État reste un partenaire important comme actionnaire des entreprises à capitaux mixtes ou comme client. De nombreux fonctionnaires touchent des dividendes et honoraires comme "consultants" des entreprises privées. La privatisation de l'économie soviétique ne doit pas seulement se comprendre comme un transfert de la propriété publique à la propriété privée. Elle désigne aussi l'extension de l'économie privée par la création *ex nihilo* de nouvelles entreprises. Or ces entrepreneurs ont besoin de la bienveillance des administrations locales qui délivrent les autorisations nécessaires, aident à se procurer les matières premières, allègent les contrôles ("laisser faire, laisser passer"). Beaucoup de ces *"self-made men"* sont les enfants des bureaucrates locaux.

• Le pouvoir est au bout des roubles. Se faire élire nécessite des moyens financiers importants. En l'absence de partis politiques solidement organisés et de loi sur leur financement, tous les abus sont possibles. Mais les bailleurs de fonds réclament ensuite le remboursement de leurs avances.

Comme dans les pays en voie de développement, la société russe est ravagée par deux corruptions : la "grande", celles des "affaires" qui occupent les médias, et la "petite", celle des pots de vins pratiqués par les Russes dans la vie quotidienne. Son ampleur est débattue par les experts russes. Iouri Levada estime que la grande majorité des Russes est trop pauvre pour participer à la corruption. Igor Kliamkine pense au contraire que la corruption est diffusée dans tout le corps social. Pour Anatoli Vichnevski, le petit pot de vin est moins répandu aujourd'hui qu'à l'époque soviétique car le développement des rapports marchands a transformé en commerce ouvert ce qui auparavant s'obtenait en cachette. Pour certains, la société russe ayant toujours vécu dans un monde de clientélisme, de privilèges et de petite corruption, le phénomène est devenu trop banal pour que la population s'en préoccupe. Pour d'autres, le régime communiste avait tellement présenté le capitalisme comme un système corrompu et sans loi que le phénomène a été accepté comme inhérent à l'économie de marché.

(13) **Marie Mendras, "Enrichissement et clientélisme en Russie", in Mondes en développement, N° 102, tome 26, 1998.**

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

2°) La mafia russe exerce une forte emprise sur l'économie et la société.

• La mafia est un monde protéiforme.

Mieux vaut en fait parler **des** mafias russes[14]. Elles ne sont pas apparues avec la chute du communisme, mais nées dès le début du système soviétique, avec le *Goulag*, quand les prisonniers de droit commun étaient utilisés par le système pénitentiaire pour encadrer et contrôler les prisonniers politiques. Le KGB devint la première organisation criminelle en confisquant les biens des prisonniers et en alimentant ainsi un fructueux trafic. Le gendre de Brejnev, Iouri Tchoubanov, s'était acoquiné avec la mafia ouzbek du coton[15], et sa fille sera compromise dans un trafic de diamants avec le clown du Cirque de Moscou. Mais le phénomène prend une ampleur sans précédent dans la Russie eltsinienne et se développe au grand jour. Certes, la misère génère la délinquance. L'essor du gangstérisme refléterait la crise sociale[16]. Le terme de mafia doit cependant, sous peine de le galvauder, être réservé à la désignation de groupes criminels puissants et organisés.

Les groupes mafieux se constituent sur la base de différents critères : ethniques (la mafia russe *stricto sensu*, ouzbek, géorgienne), territoriaux (la mafia de Moscou, de Kazan, de Vladivostock), corporatistes (la mafia du KGB, de l'armée, de la police, de la justice), économiques (la mafia du pétrole, du bois, des métaux précieux, des matières fissiles).

Ces groupes se livrent, pour l'essentiel, à des activité illégales "classiques" : trafic de drogue, d'armes, de matériaux, racket, jeux clandestins, prostitution et traite des femmes. Ils accumulent des profits considérables et blanchissent "l'argent sale" dans la sphère économique légale, en Russie et dans des filières étrangères (Chypre, Israël, Côte d'azur, New-york etc.). Selon les spécialistes russes et Interpol, les mafias russes (soit environ 10 000 groupes !) contrôlaient en 1998 quelques 40 000 sociétés et 550 banques russes.

• Les mafias entretiennent avec l'État deux types de rapports, contradictoires.

- Véritable État dans l'État, les mafias contrarient l'autorité de l'État, son pouvoir souverain. Elles affaiblissent l'État par la corruption et le volent par la fraude fiscale. En 1996, 26 agents de la Commission d'État chargée de traquer les mauvais contribuables sont morts et 74 ont été blessés dans l'exercice de leurs fonctions. La violence trouble la paix civile et menace la paix sociale. Le contraste entre la puissance des groupes mafieux et le caractère dérisoire de la répression policière et judiciaire accroît les risques de réaction populaire en faveur des solutions extrêmes. Le peuple a soif d' "ordre et d'autorité".

- Mais en même temps, les mafias se substituent à l'État défaillant en instituant un certain ordre. Elles obéissent à des règles, respectent une hiérarchie, appliquent un code de conduite. La chute du communisme a provoqué une généralisation de l'insécurité, à laquelle la mafia apporte une réponse. D'abord en termes d'ordre public car l'ordre mafieux ne tolère par le banditisme inorganisé des petits voyous qui échappent à son contrôle. Après une période de flottement, la paix nocturne règne désormais aujourd'hui dans les rues de Moscou. Ensuite en termes d'insécurité sociale due au non paiement du salaire, au chômage, à la précarité. Or la mafia, telle une variante criminelle de la féodalité, fonctionne sur la base du contrat tacite : protection contre service rendu. La mafia, telle une variante criminelle du clientélisme, supprime l'isolement : les membres de l'organisation appartiennent à un réseau. L'ordre mafieux enfin est un ordre économique : il régit l'économie souterraine, contrôle les circuits financiers, développe des activités d'import-export.

3°) La spécificité russe réside dans l'émergence d'une oligarchie politico-économique.

Tous les pays du monde ont des gangs criminels. Mais la singularité russe tient aux relations intimes qui unissent le pouvoir politique, la puissance économique et le crime organisé.

Au début, Eltsine et les *apparatchiki* affairistes se partagent le travail. Eltsine se charge de casser l'ancien système politique, c'est à dire d'empêcher le retour au pouvoir des communistes. Les financiers se chargent de casser l'ancien système économique, sans faire de politique. Mais avec le temps, le retour à l'ancien régime paraît de moins en moins possible et Eltsine de plus en plus malade. Les différents clans du régime post-communiste (Tchernomyrdine, Tchoubaïs, Lebed, Nemtsov, Loujkov...) se battent pour le pouvoir. Les forces économiques deviennent les arbitres de

(14) Hélène Blanc, "Le dossier noir des mafias russes" (Balzac-Oriot), 1998.
(15) Il fut condamné en 1984 à 12 mois de camp.
(16) Les enfants abandonnés s'organisent en bandes, comme aux États-Unis pendant la crise de 29.

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

cette guerre de succession, dans la mesure où elles financent les ambitions : chaque leader politique a son parti, sa presse, son groupe économique. De ce combat titanesque émergent 7 puissances politico-financières (voir encadré). Au delà des 7 oligarques[17], on peut évoquer la situation d'autres personnages de premier plan :

Viktor Tchernomyrdine, ingénieur de formation, fut ministre soviétique du gaz de 1985 à 1989, président de Gazprom et ministre de l'énergie dans le gouvernement Gaïdar, avant de devenir le Premier ministre de Eltsine de décembre 1992 à mars 1998. Gros actionnaire du géant Gazprom[18], il s'est fait réélire à la tête de son conseil d'administration en juin 1999.

Iouri Loujkov est le maire de Moscou, réélu triomphalement en juin 1996 avec 90 % des voix. Il est très lié à Petrouchka Evtouchenko qui dirige AFK-Sistema, une holding fondée en 1993 et qui contrôle aujourd'hui une centaine d'entreprises. Il est soutenu par le groupe médiatico-financier de Goussinski, notamment le journal *Moskovski Komsomolets* et la chaîne NTV. Il est soupçonné d'entretenir des relations douteuses avec la mafia de Moscou.

Anatoli Tchoubaïs fut chargé, dans le gouvernement Tchernomyrdine, de mettre en œuvre les privatisations puis limogé le 16 janvier 1996 à cause du scandale des enchères truquées de 1995. Mais dès le 7 mars 1997, il est nommé vice-premier ministre et ministre des finances. En novembre, il doit démissionner du second poste pour avoir perçu d'une obscure maison d'édition (mais filiale de l'Oneximbank) une avance de 450 000 $ pour un petit livre, non écrit, sur l'histoire des privatisations. En avril 1998, il devient président de RAO-ES, qui a le monopole de l'électricité (équivalent d'EDF à l'échelle de la Russie, mais privatisé à 48 %). En juin 1999, l'assemblée générale a voté une disposition prévoyant que le président du conseil d'administration ne peut être renvoyé qu'avec l'accord de 2/3 des actionnaires.

Enfin, il y a ce que les Russes, avec leur sens particulier de l'humour, appellent **la Famille.** Il s'agit de Boris Eltsine et son entourage. D'abord ses deux filles Elena Oukoulova (épouse de Valery Okoulov, président d'Aeroflot) et Tatiana Diatchenko. Puis le chef de l'administration présidentielle, Alexandre Volochine. Surtout, Pavel Borodine qui, à la tête de la "Direction des Affaires du président", gère un parc immobilier de 3 millions de m^2 de bâtiments officiels, le parc des voitures de fonction et des avions, les Datchas de luxe, les centres médicaux pour hauts fonctionnaires, des hôtels... Cette Direction, en théorie purement administrative, possède des parts dans plus de 200 sociétés

Les 7 Oligarques

Boris Berezovski. Né en 1946, ingénieur, banquier, président du groupe LogoVaz (location et exportation de voitures) qu'il a fondé en 1986. Il contrôle Sibneft (7e compagnie pétrolière russe), un groupe de médias (chaînes de télévision ORT et TV6, plusieurs titres de presse dont *Novye Izvestia),* la compagnie aérienne Aeroflot.
Conseiller et homme d'affaires de la famille Eltsine, Berezovski a été nommé vice-président du Conseil de sécurité en octobre 1996, puis limogé en novembre 1997 à la demande de Tchoubaïs et de Nemtsov. Il fut aussi un temps secrétaire exécutif de la CEI. Aussitôt après le renvoi de Primakov (12 mai 1999), un "protégé" de Berezovski a été nommé à la tête de la société Rosvooroujenié qui assure 80 % des exportations russes d'armes (la Russie se classe au 3e rang mondial en 1998 pour les exportations d'armes conventionnelles).
Michael Fridman. Né en 1964, ingénieur, se lance dans la finance dès 1988, préside le groupe Alfa-Bank qui contrôle notamment Sidanko, la 5e compagnie pétrolière russe.
Vladimir Goussinski. Né en 1952, ingénieur, préside Media Most Holding et Most Bank. Soutient le maire de Moscou Loujkov.
Michael Khodorovski. Né en 1942, fondateur de la banque Menatep (1990) et président de la compagnie pétrolière Youkos. A été conseiller financier de Eltsine en 1992.
Vladimir Potanine. Né en 1961, profite de ses relations de haut-fonctionnaire au ministère du Commerce extérieur pour fonder l'Oneximbank, contrôle la holding industrielle Interros, le complexe métallurgique de Norilsk, la grosse banque d'investissement MFK-Renaissance. Proche de Tchoubaïs, il a été ministre des finances pendant quelques mois en 1996.
Alexandre Smolensk. Né en 1954, lance une société de construction puis, en 1989, la Stolitchni Bank pour en gérer les profits. Il préside SBS-Agro, la deuxième banque du pays.
Vladimir Vinogradov. Né en 1955, ingénieur et économiste, fonde en 1987 l'Inkombank. Il a financé la campagne présidentielle du général Lebed en 1996.

(17) L'oligarchie est un système politique dans lequel le pouvoir appartient à un petit nombre d'individus (oligos = peu nombreux) constituant soit l'élite intellectuelle soit la minorité possédante, les deux aspects étant fréquemment confondus.

(18) Gazprom est né de la transformation du ministère du gaz en entreprise d'État. Après sa privatisation partielle de 1994, l'État en possède toujours 37,5 %. Produisant 94 % du gaz naturel russe, soit 22 % de la production mondiale, il emploie 360 000 salariés, contribue à 8 % du PIB et engrange 35 % des recettes en devises de la Russie, mais garde secret le montant exact de ses profits. Véritable État dans l'État, Gazprom est devenu un groupe avec sa banque et d'importants intérêts dans l'agriculture, l'industrie et les transports.

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

commerciales, une centaine de banques, des mines de diamant. Elle a confié depuis 1993 d'importants travaux de rénovation de bâtiments publics (Kremlin, Parlement, Ministère des Affaires étrangères etc.) à la société suisse Metabex qui, en retour, a distribué de généreuses commissions. La confusion est totale entre la gestion du patrimoine public et les affaires privées du président et de sa famille.

Qualifier tous ces leaders politiques et/ou économiques de "gros bonnets de la mafia russe" passera pour un raccourci polémique, faute de preuves. On a dénombré 580 meurtres commandités en 1996. Furent par exemple assassinés, le responsable des privatisations à Saint Petersbourg, en août 1997, et la députée Galina Staravoïtova, en décembre 1998 . Mais on ne peut pas imputer directement aux oligarques, ni des crimes de sang, ni des activités criminelles classiques comme le trafic de drogue ou le proxénétisme. Même si des fils relient vraisemblablement les hautes sphères aux exécutants des basses œuvres[19].

En fait, le plus important (si on ose dire) n'est pas là. On n'édifie pas aussi vite des fortunes aussi colossales en s'embarrassant des moyens : *quick and dirty*, disent les anglo-saxons. On peut, sans conteste, parler de **criminalité en col blanc**, par la mise en œuvre de pratiques illégales, au moins au regard du droit des affaires : abus de biens sociaux, corruption, exportation illégale de capitaux, fraude fiscale, concurrence déloyale etc. On peut parler aussi de **cleptocratie**. Les nouveaux Boyards[20] sont des barons pillards. Ils ont bâti leurs empires en se partageant et en se disputant les dépouilles de l'État soviétique moribond. Par exemple, l'acquisition d'entreprises publiques pour un prix dérisoire à la faveur de procédures de privatisation "non transparentes" ou le pillage des ressources naturelles par le détournement à des fins personnelles des recettes d'exportation (en dollars)[21]. Boris Berezovski est formellement accusé d'avoir détourné des centaines de millions de dollars de la compagnie Aeroflot, et fait pour cela l'objet d'une enquête de la justice suisse.

En l'absence de Trésor, ce sont les principales banques commerciales privées qui collectent et gèrent les finances publiques, comme au temps des fermiers généraux. Ainsi en 1995, quand les banques avancent à l'État l'argent nécessaire au bouclage du budget, avec en contrepartie la cession par l'État des actions d'entreprises publiques privatisables. La confusion atteint des sommets avec la grandiose spéculation sur les GKO, le scandale de la FIMACO et l'affaire de la Bank of New-York (cf. article précédent, "La crise russe de 1998").

• **On peut donc conclure à une criminalisation des hautes sphères de l'État**, si on se souvient que le terme de crime ne se limite pas au meurtre mais désigne tout délit grave. Le "modèle central" de la **porosité entre les affaires politiques, financières et criminelles** se reproduit dans la plus grande discrétion à tous les échelons de la Fédération. Partout, les impératifs de la survie se combinent à la faiblesse de l'État (et aux faiblesses de ses "serviteurs") pour développer les logiques infra-nationales. La Russie est fragmentée en fiefs où les prédateurs locaux se servent directement. Il ne reste plus au peuple, désabusé, qu'à jouer sur les mots : à défaut de *demokratizatsiya* (démocratie) et de *privatizatsiya* (privatisation), on a la *der**mokratiya*** (merdocratie) et la *pri**kh**vatizatsiya* (carambouille).

4°) La Russie n'est pas une véritable économie de marché.

Au début, les Russes ont exprimé une sorte d'adhésion magique au capitalisme, à l'instar des habitants de la RDA qui s'imaginaient qu'avec l'équation un ostmark = un deutschemark, ils allaient devenir aussi riches que leurs concitoyens de l'ouest. Avec le zèle des néophytes, les Russes passent sans transition du communisme autoritaire au capitalisme sauvage, de l'économie administrée à la déréglementation. Pour caractériser ce basculement brutal de la dictature du prolétariat à la dictature du marché, J. Sapir a parlé de "léninisme à rebours" ou de "bolchevisme du marché". La Russie court-circuite les étapes du déroulement historique du capitalisme en superposant le *rugged individualism* du Far-West et les vertiges de "l'économie de casino". Mais il s'agit d'une double caricature car le capitalisme américain ne se réduisait pas hier à la ruée vers l'or, pas plus qu'il ne s'incarne exclusivement aujourd'hui dans la spéculation financière. C'est qu'il ne faut pas confondre deux niveaux.

(19) **En 1994, Berezovski a réchappé d'un attentat et fut soupçonné d'avoir commandité l'assassinat du journaliste Listiev.**

(20) **Dans la Russie médiévale, les Boyards sont les compagnons d'armes du Prince, ses vassaux les plus importants, ses conseillers les plus proches. En récompense de leurs services, il reçoivent des domaines héréditaires.**

(21) **L'exportation de pétrole par l'intermédiaire de sociétés *off shore* permet d'échapper à la taxe de 20 % sur les exportations d'hydrocarbures, de minimiser les volumes et les prix effectifs, pour encaisser la différence qui est versée sur des comptes bancaires à l'étranger.**

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021

• **Au niveau microéconomique**, la "thérapie de choc" (ou plutôt le choc sans thérapie) a créé, avec brutalité et de manière chaotique, **des fragments de marché, des espaces discontinus de confrontation entre l'offre et la demande**. On devrait même plutôt dire de nouveaux espaces dans la mesure où existaient déjà, dans l'ancien système, des trous dans la planification. Et, depuis 1992, ces espaces n'ont cessé de s'agrandir. La rupture avec le communisme a libéré une microéconomie entrepreneuriale, brouillonne mais réelle. On estime même que le point de non retour au communisme est désormais atteint, ce qui n'exclut pas la possibilité future de nationalisations.

Mais les doctrinaires de l'ultra-libéralisme, spectateurs du marché auto-institué et auto-régulateur, ont cru que ce bouillonnement désordonné allait rapidement et spontanément s'organiser en économie de marché, c'est à dire en ordre libéral. Or,

• **l'économie de marché est un concept macroéconomique qui désigne un système global de régulation.**

Un système régi par des lois. Pas seulement des lois "naturelles" comme on dit en physique ou chimie, mais aussi par des lois civiques, c'est à dire des lois socialement et politiquement construites : **votées** par le législateur, **appliquées** par les agents économiques, avec **sanction judiciaire** en cas de non respect. C'est la correspondance étroite entre la démocratie et l'économie de marché dans un même État de droit qui fonde la "démocratie de marché". Car "c'est l'anarchie qui opprime et la loi qui libère" (Lamennais). Quant à l'économie informelle, elle est surtout signe de sous-développement.

L'État de droit signifie souveraineté et transparence de la loi. Souveraineté : il n'y a rien ni personne au dessus de la loi ; il n'y a aucun "passe-droits". Transparence : la loi s'applique clairement à tous de la même manière.

Mais pourquoi ces lois ? Parce qu'un marché est d'autant plus efficace et accepté qu'il organise les interactions entre les offreurs et les demandeurs de la manière la plus équitable et transparente possible. Les conditions de concurrence parfaite du marché walrasien exigent que tous les agents soient bien informés. Or ces conditions ne vont pas de soi, ne surgissent pas spontanément. Au contraire, le comportement naturel des agents économiques est de cacher l'information ou de la biaiser, de limiter l'accès au marché (en empêchant l'entrée de nouveaux concurrents), de limiter la concurrence ou de la tourner (par les ententes, abus de position dominante...), de créer des rentes de situation. Spontanément, les agents économiques trichent avec le marché. D'où **la nécessité d'un cadre juridique pour garantir l'économie de marché** : le droit de la propriété, des contrats, de la concurrence, de la faillite, de l'embauche et du licenciement etc. La mafia, c'est le cartel, c'est à dire le contraire de l'économie libérale. Certes, la Russie n'est pas un désert juridique. Un cadre s'instaure avec, par exemple, la loi sur les sociétés par actions (1er janvier 96) ou le nouveau Code civil (1er mars 96). Mais la progression est lente, avec d'énormes lacunes.

Enfin, dans une économie de marché qui n'usurpe pas son nom, les aspects sociaux sont indissociables des facteurs économiques. Même si elle est fréquente, c'est une erreur de penser que le succès des économies capitalistes réside uniquement dans l'esprit d'entreprise mû par le profit maximal. L'expérience historique montre que l'économie de marché ne fonctionne vraiment bien qu'en recherchant (à défaut de l'assurer en permanence) l'équilibre entre la dynamique créatrice du marché et la préservation du lien social entre les acteurs. C'est l'économie sociale de marché.

En conséquence, si une stratégie de privatisation et de décomposition de l'ordre ancien est nécessaire, elle ne semble pas suffisante. De même que l'abolition de la propriété privée ne suffit pas à fonder le socialisme, de même la restauration de la liberté d'entreprendre ne suffira pas à fonder la démocratie de marché. Une recomposition, une ré-institution de l'économie s'impose. Les économistes de l'école de la régulation insistent sur le rôle déterminant du **réseau complexe des formes institutionnelles bien autonomisées** : Banque centrale, Trésor public, Banques de second rang, Commission des opérations boursières, Sécurité sociale, Tribunaux de diverses catégories (civil, commercial, pénal) etc. Aussi la marche vers la démocratie de marché sera-t-elle longue. Le capitalisme qui émerge en Russie est un capitalisme original, ni anglo-saxon, ni rhénan, ni "à la française". Les Russes apprivoisent les mécanismes du marché sans rompre totalement avec les adhérences du passé. On peut parler de " modèle russe", nettement différent des pays d'Europe centrale et orientale. Un modèle comme type, mais pas nécessairement comme exemple à imiter.

D. H.

Orientation bibliographique

Le numéro spécial de *Problèmes économiques* (N° 2638-2639, 3-10 novembre 1999), *1989-1999, à l'Est quoi de nouveau ?,* est bien documenté mais traite beaucoup plus des PECO que de la Russie.

On peut lire les ouvrages de Jacques Sapir, aux Editions de La Découverte, *le Chaos russe* (1996) et *le Krach russe* (1998). On trouvera les informations les plus accessibles sur la Russie post-soviétique dans les journaux et revues généralistes et économiques.

Fichier généré pour Visiteur (), le 31/05/2021